Avec Olivier Besancenot : pour que nos vies valent plus que leurs profits !

Après des mois entiers passés à la recherche des fameux 500 parrainages nécessaires pour qu'Olivier Besancenot puisse être candidat, nous allons pouvoir enfin faire campagne pour défendre nos idées. Contre la menace de l'extrême droite, contre la droite qui veut préserver son pouvoir usurpé en 2002, face au PS qui poursuit sa dérive libérale ou à Bayrou, le vieil opportuniste de droite qui joue à l'homme nouveau, nous voulons faire entendre la voix du monde du travail, défendre les exigences et les perspectives des luttes.

Avec Olivier Besancenot, nous entendons être les porte-paroles du mécontentement des travailleurs, candidats pour le partage des richesses, contre le chômage et la précarité, pour les salaires, contre les discriminations, pour une véritable démocratie, celle des mobilisations et des luttes.

Nous voulons être l'écho, dans la campagne présidentielle, de la mobilisation des ouvriers de Metzeler, qui bloquent leur usine afin d'empêcher leur patron de déménager les machines, de celle des salariés d'Airbus ou d'Alcatel-Lucent, des profs qui demandent les moyens de faire leur travail, des postiers qui défendent le service public, de la lutte des sans-papiers ou de celle des mal-logés...

Les grévistes de Citroën Aulnay en sont à leur quatrième semaine de grève. Ils revendiquent toujours avec la même détermination : l'augmentation des salaires (+300€), la préretraite pour les anciens, l'embauche en CDI pour les précaires. « 300€ c'est irréaliste » entend-t-on régulièrement ! Pourtant, 300 euros pour tous, les grévistes l'ont chiffré, cela coûterait environ 275 millions d'euros, soit presque deux fois moins que ce qui a été dépensé pour fermer l'usine PSA de Righton en Grande-Bretagne.

Dans de nombreuses usines du groupe, des débrayages ont eu lieu en écho. A Trémery c'est près de 180 salariés qui ont débrayé, à Borny 75 ! La direction tente de casser la grève et embauche des intérimaires pour remplacer les grévistes à Aulnay. En Moselle, elle s'appuie sur l'aide zélée des syndicats jaunes SIA ou CFTC et sur la presse régionale qui ne fait que relayer la vision patronale de la grève. La direction de Citroën ne veut pas reculer face aux grévistes d'Aulnay, car cette grève, si elle gagnait, servirait d'exemple, pour tous les salariés du groupe et au delà. C'est l'ensemble des patrons qui ne peut envisager une telle victoire des salariés, particulièrement en période électorale. À nous donc de renforcer la solidarité avec les grévistes d'Aulnay.

Plus de 1 000 personnes au meeting de Metz le 12 mars !

Le 12 mars dernier Olivier Besancenot était présent à Metz pour un meeting. Auparavant, il était allé à Bure dans la Meuse, pour soutenir les associations opposées à l'enfouissement des déchets nucléaires. Il a ensuite rencontré des salariés de la plate forme chimique de Carling/Saint-Avold, d'Inéos à Sarralbe et des sapeurs-pompiers.

1000 personnes ont assisté au meeting, plus de 200 personnes n'ont pu rentrer faute de place. Parmi l'assistance, beaucoup de salariés, de jeunes, de nombreux habitants des quartiers populaires, toute une population victime de la casse sociale, de la destruction de l'emploi, dont le pouvoir d'achat est une des obsessions quotidiennes.

Un sapeur pompier, un salarié de Carling ainsi que Marie jeune étudiante des JCR sont intervenus au début de la soirée. Ils ont été chaleureusement applaudis par la salle. Assurément un grand moment dans cette campagne !

Dette publique : « gouvernement cherche gogos ! »

Les médias nous rabâchent que la France est gravement endettée : cette dette s'élève effectivement à environ 1200 milliards €. « Arrêtez immédiatement la lecture de ce tract . Pendant que vous lisez, la dette se creuse à raison de 2000 € par seconde ! Travaillez plus ! Acceptez nos mesures difficiles mais nécessaires avant que tout explose ! »

Voilà donc un bon argument, de la part du gouvernement, pour augmenter les impôts indirects (notamment la TVA), pour réduire au maximum les dépenses publiques (notamment les budgets sociaux) et pour justifier de nouvelles privatisations...

En réalité, la France est loin d'être pauvre : en 2006, on a créé 50% de richesses de plus qu'en 1986 ! Les dépenses publiques n'augmentent pas : 22% du PIB comme en 1986.

Le déficit budgétaire provient de la baisse des recettes : 19% du PIB aujourd'hui contre 22% en 86 ! Le déficit provient des continuels cadeaux au patronat et aux classes aisées : baisse des impôts des contribuables les plus fortunés, baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, augmentation des subventions aux entreprises, montée des exonérations de cotisations sociales, sans aucun contrôle public de leur efficacité économique et sociale.

Le comble : ce sont ces mêmes patrons et actionnaires qui prêtent de l'argent à l'Etat pour couvrir le déficit, et donc empochent des intérêts... de 46 milliards d'euros par an ! Ne nous laissons pas impressionner !

Accords « gagnants-gagnants » : tu parles !

Ségolène Royal excelle dans les formules définitives et magiques : « l'ordre juste », « accords gagnants-gagnants », assénées du haut de sa posture présidentielle, d'autant plus obscures qu'elle se refuse à rentrer dans le détail et à sortir de la généralité.

« Donnant-donnant » n'est pas une nouveauté : c'est ce qu'ont fait les gouvernements de la gauche plurielle et de la droite. Avec ce système, les salariés ont beaucoup donné et les patrons beaucoup gagné. Le concept relooké « gagnant – gagnant » a quelque chose de provoquant et de révoltant.

D'abord parce qu'il implique l'idée que les patrons doivent continuer à être gagnants – comme un dogme intangible - et que l'Etat doit continuer à être la vache à lait.

Ensuite parce qu'il laisse croire que les salariés pourraient gagner quelque chose en contrepartie, sans lutte, et avec l'aide de syndicats qui « veulent entrer dans une ère nouvelle de relations sociales et seraient prêts au compromis dans la logique gagnant – gagnant » dit S. ROYAL après sa rencontre avec eux. Comme invitation à la résignation et à accepter l'exploitation, on ne peut mieux faire.

Ainsi cette formule, qui peut paraître creuse, est en fait lourde de sens. Elle traduit l'illusion qu'il existe des mesures habiles qui pourraient servir de substitut à l'affrontement social et qu'on pourrait, miraculeusement, baisser le temps de travail, augmenter les salaires, sans diminuer les profits.

D'autre part, elle fait reposer les relations sociales, non plus sur le droit mais sur le deal.

LCR

Rejoignez le comité de soutien à la campagne d'Olivier Besancenot lors de sa prochaine réunion :
Jeudi 5 avril à 19h30
Au centre social du petit bois à Metz-Borny

www.lcr-rouge.org
www.besancenot2007.org/

Pour nous contacter, pour rejoindre la campagne :
http://rouge57.chez-alice.fr/
lcr57@nomade.fr
06.26.12.77.18

Assez des accidents du travail ! Nous n'oublierons pas Daniel Leroy !

Pont à Mousson SA vient d'être condamnée à une amende de 80 000 € pour sa responsabilité dans quatre accidents du travail en 2004, dont deux mortels. Rappelons-nous cette vague de suicides chez Renault en raison d'un travail « trop dur à supporter ». Nous n'oublierons pas Daniel Leroy, jeune ouvrier intérimaire chez EBS à Forbach, à peine 25 ans en 91 quand il a été envoyé en enfer à nettoyer cette machine irradiée et dont le calvaire a pris fin le 24 mars.

Centres de rétention : ni ici, ni ailleurs ! Manif le 20 avril.

Un peu partout en France et en Europe existent des centres de rétention dans lesquels sont emprisonnés des milliers de sans-papiers, dans des conditions désastreuses d'insalubrité et de maltraitance, avant leur expulsion. Un centre devrait ouvrir ces portes cet été à Metz dans la caserne Desvallières, un autre devrait être construit à Metz-Queuleu pour 2008, dans la logique d'un gouvernement réactionnaire et raciste, qui nous impose déjà sa loi CESEDA.

Les égoutiers ne se laisseront pas berner par JM Rausch !

En 2005 déjà, les égoutiers de la CA2M, l'agglomération messine, se battaient contre la privatisation de leur service de traitement des eaux. Grâce à leur grève, ils avaient obtenu alors de JM Rausch des garanties sur leur statut, celui des futurs embauchés et leurs missions de service public alors qu'ils seraient mis à la disposition de la société Haganis. JM Rausch ne respectant pas ses engagements, les égoutiers ont repris le chemin de la lutte et manifestent régulièrement devant la mairie de Metz. Ils ont tout notre soutien !

Arkéma : casse à Pierre Bénite aussi ! Riposte commune nécessaire !

La lutte contre les 100 suppressions d'emplois programmée chez Arkéma sur la plateforme chimique de Carling-St Avold continue après les 5 jours de grève unitaire de début mars. Ecartant les manœuvres de la direction, les plus combatifs prennent contact avec ceux de Pierre Bénite où un plan de 240 suppressions d'emplois est annoncé. C'est sûr, seule la riposte d'ensemble, avec Inéos et Total Pétrochimicals sera à même de faire reculer les patrons.

Total, exploiteur, pollueur et corrupteur encore devant les juges

Total exploite et licencie sans vergogne et programme la suppression de 242 emplois à St-Avold. Balade son pétrole sur des rafiots pourris comme l'Erika. Répond aux communes polluées de Bretagne qu'il réalise ses profits hors de France. Répond à ses salariés du Mali qui veulent un salaire doublé (90 € en 2006) que ce sera alors la délocalisation au Nigéria. Pourra dire aux juges qui l'accusent de corruption de politiques iraniens : « le capitalisme, c'est ça ! »

Carte scolaire : encore une saignée

Près de 400 postes d'enseignants seront encore supprimés à la rentrée 2007 dans l'académie Nancy-Metz. Toujours le même argument : la baisse démographique ! Mensonge, car même dans les établissements qui auront plus d'élèves à la rentrée, on supprime des postes !